

**Télécoms : députés et sénateurs refusent la nomination d'un représentant de l'Etat dans l'Arcep.** Sénateurs et députés ont entériné hier l'opposition du Sénat à la nomination d'un représentant de l'Etat à l'Arcep, le gendarme français des télécoms, que souhaitait à tout crin le gouvernement malgré les critiques de Bruxelles. Le refus des parlementaires de nommer un représentant de l'Etat au sein d'une structure dont l'indépendance est l'un des éléments de sa crédibilité, sera confirmé définitivement, sauf coup de théâtre, les 8 et 9 mars, lors du vote en séance du compromis élaboré mercredi entre les deux assemblées.